

GEMENG  
VIICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VIICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

- Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégué pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire
- Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégué  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **1.1**

**36/2025**

**OBJET : Démission d'un fonctionnaire communal**

**Le Conseil Communal réuni à huis clos,**

En application de l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,  
Monsieur ENGEL Jos quitte la salle ;

Vu la lettre du 25 juillet 2025 du sieur ENGEL Joseph Marc, secrétaire communal,  
agent du groupe de traitement A2, sous-groupe à attributions particulières, sous le  
statut du fonctionnaire communal, auprès de la commune de Vichten demandant  
démission de ses fonctions pour faire valoir ses droits à une pension annuelle et  
viagère ;

Vu l'avis favorable du 14 août 2025 de la Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires  
et Employés Communaux conformément à l'article 7.1.1 de la loi modifiée du 25 mars  
2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de  
l'État et des communes ;

Revu sa délibération du 27 janvier 2011 portant nomination définitive d'un rédacteur  
à tâche complète au secrétariat communal approuvé par l'autorité supérieure en  
date du 28 mars 2011 réf. L/5260/11 ;

Revu ses délibérations du 16 août 2013 et du 4 août 2016 portant nomination  
définitive d'un secrétaire communal approuvées par l'autorité supérieure en date du  
15 octobre 2013 réf. L/5260/13 resp. du 19 septembre 2016 réf. L/5260/16 ;

Vu la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de  
prévoyance pour les fonctionnaires et employés communaux ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Décide à l'unanimité des membres présents

d'accorder démission honorable de ses fonctions à Monsieur ENGEL Joseph Marc,  
matricule 1963 03 25 156 15 avec effet au 1<sup>er</sup> février 2026 ;

Remercie l'intéressé de ses bons et loyaux services et lui confère le titre  
honorifique de ses fonctions ;

Là-dessus,

Décide à l'unanimité des membres présents

de rendre aussitôt publique la prédite décision ;





GEMENG  
VICHTEN

Transmet la présente au Ministère des Affaires intérieures par le biais de la plateforme e-MINT, à de telles fins que de droit.

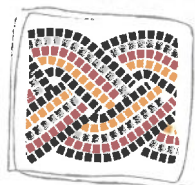
Pour extrait conforme  
Vichten, le 26 août 2025

Le bourgmestre

Le secrétaire





GEMENG  
VICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annnonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

- Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégué pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire
- Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégué  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **1.5.1**

**41/2025**

**OBJET : Création de postes d'employés pour les besoins de la Maison Relais**

**Le Conseil Communal,**

Revu l'organisation relative au contingent de la Maison Relais ;

Attendu que la Maison Relais est confrontée à un manque de personnel en raison d'absences pour maladies longues durées, de congés sans solde ainsi des obligations d'encadrement d'enfants à besoins spécifiques ;

Considérant qu'il y a donc lieu de renforcer l'équipe éducative de la Maison Relais par l'engagement de personnel supplémentaire en vue de pouvoir satisfaire aux besoins actuels et croissants de l'organisation ;

Vu l'art. 10 du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 déterminant le régime et les indemnités des employés communaux ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires communaux ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

Après délibération conforme,

**Procédant par vote à haute voix à l'unanimité**

- décide** de créer à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025 un poste d'employé communal à raison de 40 heures par semaine et conformément au régime et des indemnités des employés communaux dans la catégorie d'indemnité D, groupe d'indemnité D1, sous-groupe éducatif et psycho-social ;
- invite** le Collège des Bourgmestre et Échevins à faire publier la vacance de poste en question suivant besoin et selon les modalités en vigueur ;

Transmet la présente à l'approbation du Ministre des Affaires intérieures par le biais de la plateforme e-MINT.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête

Le Conseil Communal  
(suivent les signatures)

Pour extrait conforme  
Vichten, le 26 août 2025

Le bourgmestre

Le secrétaire





GEMENG  
VICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégataire pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire

Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégué  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **1.5.2**

**42/2025**

**OBJET : Création de postes d'employés pour les besoins de la Maison Relais**

**Le Conseil Communal,**

Revu l'organisation relative au contingent de la Maison Relais ;

Attendu que la Maison Relais est confrontée à un manque de personnel en raison d'absences pour maladies longues durées, de congés sans solde ainsi des obligations d'encadrement d'enfants à besoins spécifiques ;

Considérant qu'il y a donc lieu de renforcer l'équipe éducative de la Maison Relais par l'engagement de personnel supplémentaire en vue de pouvoir satisfaire aux besoins actuels et croissants de l'organisation ;

Vu l'art. 10 du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 déterminant le régime et les indemnités des employés communaux ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires communaux ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

Après délibération conforme,

**Procédant par vote à haute voix à l'unanimité**

a) **décide** de créer à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025 un poste d'employé communal à raison de 40 heures par semaine et conformément au régime et des indemnités des employés communaux dans la catégorie d'indemnité C, groupe d'indemnité C, sous-groupe éducatif et psycho-social ;

b) **invite** le Collège des Bourgmestre et Échevins à faire publier la vacance de poste en question suivant besoin et selon les modalités en vigueur ;

Transmet la présente à l'approbation du Ministre des Affaires intérieures par le biais de la plateforme e-MINT.

Pour extrait conforme  
Vichten, le 26 août 2025

Le bourgmestre

Le secrétaire

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête

Le Conseil Communal  
(suivent les signatures)





GEMENG  
VIICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VIICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

- Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégataire pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire
- Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégant  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **1.5.3**

**43/2025**

**OBJET : Création de postes d'employés pour les besoins de la Maison Relais**

**Le Conseil Communal,**

Revu l'organisation relative au contingent de la Maison Relais ;

Attendu que la Maison Relais est confrontée à un manque de personnel en raison d'absences pour maladies longues durées, de congés sans solde ainsi des obligations d'encadrement d'enfants à besoins spécifiques ;

Considérant qu'il y a donc lieu de renforcer l'équipe éducative de la Maison Relais par l'engagement de personnel supplémentaire en vue de pouvoir satisfaire aux besoins actuels et croissants de l'organisation ;

Vu l'art. 10 du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 déterminant le régime et les indemnités des employés communaux ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires communaux ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

Après délibération conforme,

**Procédant par vote à haute voix à l'unanimité**

- a) **décide** de créer à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025 un poste d'employé communal à raison de 40 heures par semaine et conformément au régime et des indemnités des employés communaux dans la catégorie d'indemnité B, groupe d'indemnité B, sous-groupe éducatif et psycho-social ;
- b) **invite** le Collège des Bourgmestre et Échevins à faire publier la vacance de poste en question suivant besoin et selon les modalités en vigueur ;

Transmet la présente à l'approbation du Ministre des Affaires intérieures par le biais de la plateforme e-MINT.

Pour extrait conforme  
Vichten, le 26 août 2025

Le bourgmestre

Le secrétaire

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête

Le Conseil Communal  
(suivent les signatures)





GEMENG  
VIICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VIICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annnonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégué pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire

Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégué  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **2.1**

**44/2025**

**OBJET : Modification du règlement concernant les cimetières**

**Le Conseil Communal,**

Vu l'article 107 de la Constitution ;

Vu les articles 49 et 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités ;

Vu l'article 3, titre XI du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire ;

Vu la loi modifiée du 27 juin 1906 concernant la protection de la Santé publique ;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 20 juin 1963 rendant obligatoire la déclaration des causes de décès ;

Vu le règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres ;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles ;

Vu le règlement grand-ducal du 18 octobre 1972 relatif à la création et au fonctionnement d'un four crématoire ;

Vu la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la santé ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi du 13 juin 1994 relative au régime des peines ;

Vu la loi du 23 décembre 2005 relative au nom des enfants ;

Vu la circulaire N°3373 du 10 mai 2016 du Ministère de l'Intérieur relative à l'instauration de cimetières forestiers régionaux ;

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

Vu le règlement grand-ducal du 20 mai 2020 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 20 juin 1963 rendant obligatoire la déclaration des causes de décès, intitulée « Déclaration de décès — Mortalité foetale et néonatale » ;

Vu le projet d'aménagement d'un « Bëschkierfecht » tel qu'il a été réalisé sur le territoire de la commune de Bissen ;

Considérant sa délibération du 14 mars 2017 portant sur un accord de principe en vue d'une adhésion au cimetière forestier aménagé par l'administration communale de Bissen au lieu-dit « Geichboesch » ;





Vu le règlement communal de la commune de Bissen du 30 mai 2017 réglant entre autres en son chapitre 11 le dépôt des cendres au cimetière forestier « Geischboesch » ;

**GEMENG** Vu la délibération du Conseil Communal du 11 août 2017 portant décision de **VIICHTEN** prendre en charge la redevance pour non-résidents par l'administration communale de Vichten pour des concessions au cimetière forestier de la commune de Bissen ;

Considérant la circulaire n°2024-083 de la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ayant pour objet des recommandations de la Direction de la santé dans le cadre de l'inhumation ;

Vu l'avis du médecin de la direction de la Santé ayant dans ses attributions l'inspection sanitaire du 29 juillet 2026 réf. : INSA-HyMil-RC-2025-0067, tel qu'il est annexé à la présente ;

Après délibération conforme,

**Procédant par vote à haute voix sur appel nominal à l'unanimité arrête**

le règlement ci-après :

## **Règlement communal concernant les cimetières**

### I. Dispositions générales

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Lorsqu'une personne décède sur le territoire de la commune de Vichten, la déclaration doit en être faite dans un délai de 24 heures au bureaux de l'état civil, conformément aux dispositions des articles 78 et 85 du code civil.

A la même occasion les déclarants règlent avec l'officier de l'état civil les questions relatives au transport et à l'inhumation du corps ou, le cas échéant, celles relatives à l'incinération du corps et à l'inhumation ou au dépôt des cendres.

Les cimetières de la commune de Vichten sont destinés à l'inhumation, respectivement à la dispersion des cendres ou au dépôt des cendres :

- des personnes qui, ayant leur domicile ou leur résidence dans cette commune, et qui sont décédées hors du territoire de la commune
- des personnes qui ont droit à être inhumées dans une concession
- des personnes décédées dans la commune

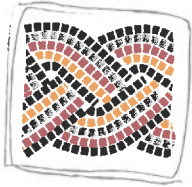
#### **Article 2<sup>e</sup>**

L'inhumation d'un corps humain ou des cendres provenant de l'incinération d'un corps humain, ainsi que la dispersion des cendres ne peuvent avoir lieu sans une autorisation écrite de l'officier de l'état civil.

Est considérée comme autorisation d'inhumer ou de déposer les cendres, l'autorisation d'incinérer que l'officier de l'état civil a délivré préalablement, conformément à l'article 19 de la loi du 1er août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles, si la personne décédée remplit par ailleurs les conditions requises pour être inhumée sur un cimetière de la commune de Vichten.

L'autorisation d'inhumer le corps d'une personne décédée sur le territoire de la commune de Vichten est délivrée sur le vu d'une attestation médicale constatant le décès.





GEMENG  
VIICHTEN

Pour les corps de personnes décédées sur le territoire d'une autre commune, l'autorisation est établie sur le vu du permis de transport délivré par cette commune.

En cas de décès à l'étranger, l'autorisation est délivrée sur la base des renseignements officiels qui sont fournis à l'officier de l'état civil et que celui-ci juge suffisants.

Pour les personnes décédées sur le territoire de la commune de Vichten et dont l'enterrement doit se faire dans une autre commune du pays, un permis de transport est établi par l'officier de l'état civil sur le vu du certificat médical visé par l'article 9 de l'arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres.

### **Article 3<sup>e</sup>**

L'inhumation de toute dépouille mortelle a lieu entre la vingt-cinquième heure et la cent quarante-quatrième heure après le décès, à condition que des motifs de salubrité publique ne s'y opposent pas et que le dépôt de la dépouille mortelle dans une installation réfrigérée répondant aux exigences définies par l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services, ait eu lieu endéans les vingt-quatre heures qui suivent le décès.

Si la réfrigération n'a pas eu lieu dans les vingt-quatre heures suivant le décès, l'inhumation a lieu dans les soixante-douze heures après le décès.

Les installations réfrigérées doivent être équipées d'un système assurant une température constante entre 0°C et 5°C. Les installations réfrigérées sont à réserver aux seuls corps humains.

Le délai d'inhumation pourra être prorogé par le bourgmestre au-delà des cent quarante-quatre heures sur le vu d'un certificat délivré par le médecin-inspecteur de la Direction de la santé et constatant que des motifs de salubrité publique ne s'y opposent pas.

Les dépouilles mortelles des personnes devant être enterrées hors du territoire de la commune de Vichten doivent être enlevées avant la 72<sup>e</sup> heure. Passé ce terme de 72 heures, il est procédé d'office à l'enterrement sur un cimetière communal.

Les délais d'inhumation fixés par l'article 77 du code civil et par le présent règlement peuvent être abrégés par le bourgmestre dans les cas prévus par la loi ou les textes légaux et règlements régissant la matière.

Les règles qui précèdent sont également applicables aux dépouilles mortelles devant être incinérées en ce sens que ces dernières ne peuvent être enlevées en vue de leur incinération avant la 24<sup>e</sup> heure, mais doivent l'être avant la 72<sup>e</sup> heure, faute de quoi il est procédé d'office à l'enterrement sur un cimetière communal.

## II. Du transport des dépouilles mortelles

### **Article 4<sup>e</sup>**

Le transport des corps vers les cimetières de la commune de Vichten se fait par autocorbillard d'une société de pompes funèbres.

### **Article 5<sup>e</sup>**

Le transport des cendres provenant de l'incinération d'un corps humain, doit également se faire dans les conditions de décence, de respect et de piété qui s'imposent par l'intermédiaire d'une société de pompes funèbres.





GEMENG  
VIICHTEN

## Article 6<sup>e</sup>

Dans l'enceinte du cimetière, le transport s'effectue soit par le personnel du corbillard, soit par le personnel communal.

### III. Des concessions

#### Article 7<sup>e</sup>

Des concessions peuvent être accordées sur les différents cimetières pour l'inhumation de personnes et pour l'inhumation ou le dépôt des cendres provenant de l'incinération de personnes ayant leur dernière résidence dans la commune, alors même qu'elles seraient décédées en dehors du territoire de celle-ci.

Il en est de même des personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune et qui ont dû quitter celle-ci, soit pour raisons de service, soit pour être admises dans une clinique ou dans une maison de retraite.

Toute sépulture doit être pourvue d'une concession.

#### Article 8<sup>e</sup>

Après un délai de cinq ans, l'administration communale peut disposer de toute sépulture ou case du columbarium non munie d'une concession.

#### Article 9<sup>e</sup>

Les concessions sont accordées par le Conseil Communal.

Des propositions sous forme de contrat sont élaborées par le Collège des Bourgmestre et Échevins qui détermine également l'emplacement de chaque concession.

Les concessions n'attribuent pas de droit de propriété aux concessionnaires, mais établissent simplement à leur profit et à celui des autres personnes énumérées sub. a et b de l'article 11 du présent règlement un droit de jouissance avec affectation spéciale.

Les concessionnaires ou leurs ayants cause ne peuvent détourner le terrain concédé de son affectation, le donner à bail ou l'aliéner.

#### Article 10<sup>e</sup>

Les concessions sont accordées pour la durée de 15 ou de 30 ans. Elles sont renouvelables. Les concessions perpétuelles, accordées en vertu du décret impérial du 23 prairial an XII, restent valables sans redevance nouvelle, à condition d'être maintenues dans les formes prescrites par l'article 11 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles.

#### Article 11<sup>e</sup>

Peuvent être inhumés dans une sépulture concédée :

- a) le concessionnaire et son conjoint ; ses descendants et ascendants avec leurs conjoint respectifs, ainsi que ses enfants adoptifs avec leurs conjoints ;
- b) avec l'accord du concessionnaire, les personnes auxquelles l'attachent des liens de parenté, d'affectation et de reconnaissance.

#### Article 12<sup>e</sup>

A l'expiration d'une concession temporaire, le bénéficiaire peut en obtenir une nouvelle à la condition de faire connaître son intention dans l'année qui suit l'expiration. Dans le cas où le renouvellement n'a pas lieu dans ce délai, l'administration communale avertit les intéressés que, faute par eux d'y procéder dans un délai supplémentaire de six mois





à partir de la notification de l'avertissement, ils seront considérés comme ayant renoncé à leurs droits. La notification de l'avertissement se fait par lettre individuelle à la poste.

## **GEMENG VIICHTEN Article 13<sup>e</sup>**

Lorsque pour cause de transformation, d'agrandissement ou de transfert d'un cimetière, le terrain concédé ou la case concédée ne peut pas conserver sa destination, le concessionnaire n'a droit qu'à un terrain de même étendue ou à une case dans un autre endroit du même cimetière ou dans le nouveau cimetière. Dans ce cas, l'administration communale prend à sa charge les frais que ce transfert occasionne.

## **Article 14<sup>e</sup>**

Lorsqu'il est constaté qu'un concessionnaire a acquis une concession à la suite de fausses déclarations, cette concession est annulée d'office dans les registres de la commune de Vichten.

## **Article 15<sup>e</sup>**

La construction d'un caveau ne peut être autorisée par le bourgmestre qu'en cas d'une concession perpétuelle ou d'une concession de 30 ans.

Seul le titulaire d'une concession peut faire construire un caveau ou faire ériger un monument ou une bordure sur sa tombe. Le fait qu'une personne autre que le titulaire y aurait fait construire un caveau ou ériger un monument, ne fait naître aucun droit dans son chef.

La commune se réserve le droit de procéder elle-même ou par une firme spécialisée à la construction de caveaux et de tombes cinéraires, afin de garantir un aménagement uniforme.

## **Article 16<sup>e</sup>**

Le concessionnaire est tenu de conserver au terrain concédé ou à la case concédée son affectation et de les maintenir en bon état d'entretien.

Lorsque les tombes ou cases concédées se trouvent en état d'abandon faute d'avoir été entretenues pendant une période de trois ans, le responsable des cimetières en dresse procès-verbal.

Ce procès-verbal est notifié par lettre individuelle au concessionnaire, ou, s'il y a plusieurs concessionnaires, à l'un d'entre eux. Si le concessionnaire n'a ni domicile, ni résidence connus et en cas de pluralité de concessionnaires, le procès-verbal est publié par voie d'affichage annoncé par la presse.

Si, dans les trois mois de la notification ou de l'affichage, le concessionnaire ne s'est pas conformé à ses obligations, l'administration communale reprend la concession.

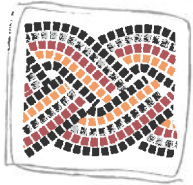
Toutefois, elle ne dispose à nouveau de la concession que cinq ans après la dernière inhumation.

## **Article 17<sup>e</sup>**

En cas d'ouverture d'une succession, la concession du de cujus ne peut être transcrite au nom de l'héritier qu'à la condition que celui-ci prouve, par la production d'un acte de notoriété, qu'il est le seul ayant droit, ou dans l'hypothèse d'une pluralité d'ayants droit, que ceux-ci consentent expressément et par écrit à cette transcription.

En cas de succession testamentaire, la concession peut être transcrite au nom du légataire universel au cas où il n'existe plus de parents ou alliés, visés à l'article 11 sub. a et b, pouvant prétendre à un droit sur la concession familiale.





### **Article 18<sup>e</sup>**

Toutes les concessions sont inscrites sur un registre spécial.

Dans ce registre sont également transcrits les transferts de concession. Ceux-ci ne sont possibles qu'en cas d'une concession de 30 ans.

### **Article 19<sup>e</sup>**

Des concessions de columbariums et de tombes cinéraires peuvent être accordées aux cimetières de la commune de Vichten.

L'administration communale de Vichten fournit les plaques employées pour fermer les cases et les tombes, détermine le matériel et prescrit également les caractères pour les inscriptions figurant sur lesdites plaques.

## IV. Des obitoires

### **Article 20<sup>e</sup>**

L'admission des corps ou des urnes cinéraires dans les obitoires doit être autorisée par le bourgmestre.

Cette autorisation peut être refusée si le décès a eu lieu à la suite d'une maladie infectieuse grave.

### **Article 21<sup>e</sup>**

En cas de nécessité, l'entrée du public dans les obitoires peut être interdite par le bourgmestre.

### **Article 22<sup>e</sup>**

L'exécution de décorations spéciales dans les obitoires ne peut avoir lieu qu'après autorisation du bourgmestre.

## V. Des inhumations de corps et dépôt de cendres

### **Article 23<sup>e</sup>**

Les personnes décédées sur le territoire de la commune de Vichten sont inhumées dans un cimetière communal, à moins que l'inhumation ne se fasse en dehors du territoire de la commune.

Les personnes décédées hors du territoire de la commune de Vichten et qui n'y avaient pas leur résidence habituelle, ne peuvent être inhumées dans un cimetière de la commune qu'à la condition que l'inhumation se fasse dans une sépulture concédée.

Les mêmes règles s'appliquent à l'inhumation ou au dépôt des cendres provenant de l'incinération d'un corps humain.

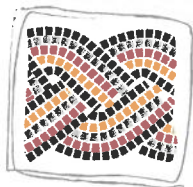
### **Article 24<sup>e</sup>**

Les cercueils doivent être en bois ou en toute autre matière autodestructible, ils doivent être de construction solide et le fond doit garantir une étanchéité parfaite.

Les dimensions maxima sont fixées comme suit :

- longueur : 2 mètres
- largeur : 0,80 mètre
- hauteur : 0,65 mètre.





Le fond du cercueil doit être recouvert d'une couche de sciure de bois ou de tourbe réduite en poudre. Cette couche doit avoir une épaisseur d'au moins 0,05 mètre.

**GEMENG VIICHTEN** A l'intérieur des cercueils, les corps ne peuvent être contenus dans aucune enveloppe en matière plastique ou autre qui serait de nature à ralentir le procédé de la décomposition. L'observation de cette disposition peut être vérifiée par un médecin commis par le bourgmestre et assisté d'un responsable des cimetières.

L'inhumation de cercueils métalliques ne peut avoir lieu que dans des caveaux. Sauf prescription médicale contraire, ils sont à ouvrir pour faciliter le processus de décomposition.

Lors de l'ouverture de la tombe, les débris des vieux cercueils sont détruits par les soins de la commune. Les ossements restent inhumés ou sont transférés dans un ossuaire, le cas échéant.

### **Article 25<sup>e</sup>**

Les urnes cinéraires doivent être de fabrication solide et garantir une étanchéité parfaite. Elles doivent porter en caractères indélébiles les noms du défunt ; la date de son décès, la date, le lieu et le numéro d'ordre de l'incinération.

La hauteur des urnes ne peut pas dépasser 0,30 mètre.

### **Article 26<sup>e</sup>**

Les tombes ainsi que les cases du columbarium ne peuvent être ouvertes que par le service des cimetières ou par une firme spécialisée, engagée par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Les inhumations et les dépôts de cendres au columbarium ne peuvent avoir lieu après 16 heures.

### **Article 27<sup>e</sup>**

Les dépouilles mortelles sont déposées dans des fosses creusées dans la terre. Ces fosses peuvent être aménagées en caveaux maçonnés, constitués d'une ou de plusieurs cases.

Chaque inhumation a lieu dans une fosse séparée ou une case de caveau séparée.

Chaque fosse a au moins 1,70 mètre de profondeur, 2,10 mètres de longueur et 0,90 mètre de largeur pour les personnes âgées de deux ans et plus.

Pour les enfants au-dessous de cet âge, il suffit que les tombes aient une profondeur de 1,20 mètre, une longueur de 1 mètre et une largeur de 0,50 mètre.

L'ouverture des fosses en vue de nouvelles inhumations ne peut avoir lieu qu'après cinq ans.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables à l'inhumation des cendres provenant de l'incinération d'un corps humain.

### **Article 28<sup>e</sup>**

Les caveaux peuvent avoir autant d'étages que la nature du sous-sol le permet. Les dimensions intérieures sont de 2,10 mètres de longueur, de 0,90 mètre de largeur et de hauteur. Les murs extérieurs des caveaux sont à exécuter en briques et ont une épaisseur de 0,25 mètre, tandis que les parois intérieures ne peuvent avoir que 0,15 mètre d'épaisseur. Les étages sont séparés horizontalement par des dalles en béton armé de 0,88 x 0,30 x 0,05 mètre. En haut, les caveaux sont fermés par des dalles en béton armé de 1,10 x 0,40 x 0,08 mètre.





GEMENG  
VIICHTEN

Les caveaux ne doivent dépasser en aucun cas le niveau du sol.

Un délai de cinq ans est à observer pour l'ouverture des caveaux et, si ceux-ci sont aménagés en cases, pour l'ouverture de chacune de celles-ci, en vue de nouvelles inhumations.

Ce délai ne s'applique pas à l'ouverture d'un caveau ou à l'ouverture des cases de celui-ci lorsqu'il s'agit du dépôt des cendres provenant de l'incinération d'un corps humain.

#### **Article 29<sup>e</sup>**

Les tombes sont distantes les unes des autres de 0,30 mètre au moins.

#### **Article 30<sup>e</sup>**

La dispersion des cendres se fait dans la forêt communale à Bissen au lieu-dit « Geichbësch », ceci sous condition de l'accomplissement des conditions légales et réglementaires en vigueur. Les modalités relatives au dépôt des cendres au cimetière forestier sont fixées au chapitre XII du présent règlement.

#### **Article 31<sup>e</sup>**

Tous les cercueils doivent être descendus perpendiculairement dans les fosses et caveaux. L'ouverture des chemins et allées, effectuée afin d'introduire les cercueils horizontalement, est défendue.

### VI. De l'inhumation des embryons et parties de corps

#### **Article 32<sup>e</sup>**

Aucun foetus remplissant un des critères visés à l'annexe II du règlement grand-ducal modifié du 20 juin 1963 rendant obligatoire la déclaration des causes de décès ne peut être inhumé sans déclaration de décès à l'état civil.

Les membres amputés peuvent également être enterrés aux cimetières de la commune avec l'accord et suivant les instructions du responsable des cimetières, et à condition d'être contenus dans des boîtes étanches.

### VII. Des exhumations

#### **Article 33<sup>e</sup>**

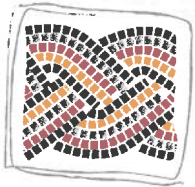
Les exhumations de corps humains, à moins d'être ordonnées par mesure judiciaire ou administrative, ne peuvent se faire qu'en vertu d'une autorisation spéciale, prise sur avis du médecin-inspecteur conformément aux articles 11 et 12 de l'arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres.

Lors d'une exhumation dûment autorisée par les autorités compétentes, la présence d'un médecin et d'un membre du Collège des Bourgmestres et Échevins est indispensable pour veiller à l'accomplissement des conditions auxquelles l'autorisation a été accordée. Un procès-verbal des opérations est dressé par le médecin et transmis par lui à l'autorité qui l'a requis. Le médecin-inspecteur chef de division de l'Inspection Sanitaire est à informer au sujet de la date et de l'heure de l'exhumation.

#### **Article 34<sup>e</sup>**

Le transport, d'un cimetière à un autre, de restes mortels exhumés et non incinérés est subordonné à la production du permis prévu par l'article 12 de l'arrêté grand-ducal précité du 14 février 1913.





### **Article 35<sup>e</sup>**

Il appartient au bourgmestre de fixer le jour et l'heure de l'exhumation et prescrit les mesures qu'exigent la décence et la salubrité publique.

GEMENG  
VIICHTEN

Si au moment de l'exhumation le cercueil est en bon état de conservation, il ne peut être ouvert. Si le cercueil est détérioré, la dépouille mortelle est placée, suivant son état de décomposition, dans un autre cercueil ou dans une boîte à ossements.

## VIII. Des mesures de police générale

### **Article 36<sup>e</sup>**

Le service des enterrements se fait dans chaque cimetière par des salariés communaux.

### **Article 37<sup>e</sup>**

Les heures d'ouverture et de fermeture des cimetières sont fixées par le Collège des Bourgmestre et Échevins et affichées aux entrées.

### **Article 38<sup>e</sup>**

Il est interdit d'escalader ou de franchir les murs ou autres clôtures des cimetières ou des sépultures.

### **Article 39<sup>e</sup>**

L'entrée des cimetières est interdite à toute personne en état d'ivresse, aux enfants au-dessous de 6 ans non accompagnés d'adultes, ainsi qu'aux personnes accompagnées de chiens ou d'autres animaux domestiques, à l'exception des chiens servant de guide aux aveugles et aux personnes handicapées.

L'accès des cimetières est également interdit aux personnes conduisant un vélo ou tout autre véhicule privé, sauf autorisation du responsable des cimetières.

### **Article 40<sup>e</sup>**

Les personnes visitant les cimetières doivent s'y conduire décemment et s'abstenir de toute action contraire au respect dû aux morts.

Il leur est interdit notamment de monter sur les tombes, de déposer des déchets aux endroits autres que ceux aménagés à cette fin et d'y colporter, étaler ou vendre des objets quelconques.

### **Article 41<sup>e</sup>**

Il est interdit d'endommager et de salir les chemins et allées, les monuments, emblèmes funéraires, grillages et ornements, ainsi que de détériorer les arbres et plantations.

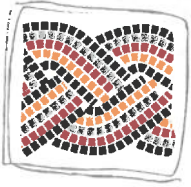
### **Article 42<sup>e</sup>**

L'administration communale n'est responsable ni des vols commis ni des endommagements causés par des tiers au préjudice des particuliers.

### **Article 43<sup>e</sup>**

Les objets trouvés aux cimetières doivent être remis au personnel qui les dépose à la mairie. Au cas où celui qui a trouvé l'objet préfère remettre personnellement cet objet à la mairie, il doit, en justifiant de son identité, en informer le personnel qui en prévient le responsable du service technique.





#### **Article 44<sup>e</sup>**

En cas de manque de respect dû aux morts, la Police Grand-Ducale en sera immédiatement informée.

GEMENG  
VIICHTEN

#### **IX. Des mesures d'ordre concernant les monuments, pierres ou signes funéraires, inscriptions et plantations**

#### **Article 45<sup>e</sup>**

Toute personne a le droit de faire placer sur la tombe de son parent ou de son ami une pierre sépulcrale ou un autre signe indicatif de sépulture.

#### **Article 46<sup>e</sup>**

Les pierres sépulcrales ou autres monuments funéraires doivent être adaptés au caractère du cimetière ou de la partie du cimetière où ils sont implantés.

Sur les cimetières et parties de cimetières nouvellement aménagés, le Collège des Bourgmestre et Échevins peut déterminer des champs où les monuments à prédominance verticale ou horizontale sont seuls admis.

Les monuments ainsi que les accessoires ornementaux doivent être exécutés en pierre naturelle, en bois, en fonte, en fer forgé, en bronze, en cuivre ou en d'autres matières agréées par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Les accessoires ornementaux exécutés en d'autres matières, de même que les photographies fixées sur les monuments ne sont pas admis. Ils sont enlevés par l'administration communale et déposés en un endroit où le propriétaire peut en disposer.

Les monuments doivent être solidement fixés à leurs fondations et leurs parties verticales dépassant une hauteur de 50 centimètres doivent être exécutées en une seule pièce à partir des fondations.

La hauteur maximale des monuments nouvellement érigés est fixée à 1,50 mètre.

Jusqu'à la pose du monument, le service des cimetières procède à un aménagement provisoire de la tombe aux frais du concessionnaire.

La pose et la transformation d'un monument funéraire sont sujettes à autorisation du bourgmestre.

La demande afférente est à adresser au Collège des Bourgmestre et Échevins. Y est à joindre un projet à l'échelle de 1:10, comprenant les vues en plan et en élévation du monument et indiquant les matériaux à employer.

Les monuments érigés sans autorisation, ou en violation d'une autorisation accordée, peuvent être enlevés par la commune aux frais du concessionnaire et après avertissement préalable de ce dernier. Ils sont déposés en un endroit où le propriétaire peut en disposer.

#### **Article 47<sup>e</sup>**

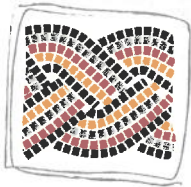
Aucune épitaphe, ni aucun emblème de quelque nature que ce soit, autres que nom, prénoms, profession, date de naissance et de décès, ne peuvent être exécutés à neuf ni modifiés sur les monuments funéraires sans une autorisation du bourgmestre.

#### **Article 48<sup>e</sup>**

Les monuments funéraires ne peuvent en aucun point dépasser les dimensions des terrains concédés ou des tombes.

En outre, la pose de dalles et de marches empiétant sur les allées et chemins est interdite.





### **Article 49<sup>e</sup>**

Toutes les plantations doivent être faites dans les limites de l'emplacement affecté aux sépultures. En aucun cas, elles ne peuvent empiéter sur les tombes voisines et les chemins par suite de la croissance des arbustes. Elles doivent toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance ou le passage.

Celles qui sont reconnues nuisibles ou mal entretenues, sont élaguées ou abattues d'office par le service ayant dans ses attributions les cimetières après avertissement préalable des propriétaires intéressés.

Des plantations à haute tige sur les tombes sont défendues. Néanmoins, le Collège des Bourgmestre et Échevins peut autoriser des plantations qui ne prennent pas de développement trop important, tels que bouleaux-pleureurs et rosiers.

### **Article 50<sup>e</sup>**

Les concessionnaires sont obligés d'entretenir leurs tombes et monuments dans un état convenable et digne du lieu.

### **Article 51e**

La commune n'est pas responsable des vols commis au préjudice des particuliers. Ceux-ci éviteront de déposer sur les tombes tout objet qui puisse tenter la cupidité.

### **Article 52e**

Le procès-verbal du responsable des cimetières constatant qu'une pierre tumulaire ou tout autre monument funéraire menace ruine ou est complètement dégradé, y est notifié par lettre individuelle au concessionnaire ou, s'il y a plusieurs concessionnaires, à l'un d'entre eux. Si le concessionnaire n'a ni domicile ni résidence connus et en cas de pluralité de concessionnaires, le procès-verbal est publié par voie d'affichage annoncé par la presse.

Ce procès-verbal contient l'invitation de réparer ou d'enlever ces pierres ou monuments dans le délai de 3 mois.

Faute par les intéressés de se conformer à cet avertissement, de même qu'en cas d'urgence, il est procédé d'office, sur l'ordre du bourgmestre, à la démolition ou à l'enlèvement des objets détériorés.

### **Article 53e**

Lorsque l'administration communale reprend le droit de disposer d'un emplacement concédé ou non, elle avertit les intéressés qu'ils ont à enlever les signes funéraires dans un délai d'une année à partir de la notification de cet avertissement.

A défaut d'enlèvement à l'expiration de ce délai, et sauf prorogation par le Collège des Bourgmestre et Échevins, la commune devient propriétaire de ces monuments.

L'avertissement dont question à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article doit être fait dans les formes prévues à l'article 11, alinéa 5 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles.

Les constructions souterraines ne peuvent être démolies ni enlevées par les particuliers.

## X. Des travaux

### **Article 54<sup>e</sup>**

L'entrepreneur qui effectue un travail quelconque soit à un monument funéraire, soit pour la construction d'un caveau, doit, avant de commencer les travaux, en faire la déclaration auprès du bourgmestre qui doit être également informé de la fin des travaux.





GEMENG  
VIICHTEN

### **Article 55<sup>e</sup>**

Les pierres tumulaires et les matériaux servant aux constructions sont apprêtés en dehors du cimetière. Toutefois, l'administration communale peut aménager des emplacements spéciaux servant à l'entreposage et à la préparation des matériaux de construction.

Les matériaux non employés sont immédiatement enlevés par ceux qui ont fait les constructions ou, à leurs frais, par les soins de l'administration communale. Les terres provenant des fouilles sont enlevées immédiatement. Cependant, l'entrepreneur a la faculté de déposer des terres provisoirement hors de l'enceinte du cimetière à un endroit prévu à ces fins pour la durée de deux jours au maximum.

Après chaque journée de travail, l'entrepreneur doit nettoyer les alentours de la concession. Il veille à ne pas endommager et à ne pas salir les sépultures voisines et les allées du cimetière.

Les travaux prévus par le présent article se font sous la surveillance du responsable des cimetières.

## XI. Des décorations florales

### **Article 56<sup>e</sup>**

Lors des enterrements, le transport des couronnes et gerbes dans l'enceinte des cimetières vers la place où les cérémonies ont lieu se fait, sauf autorisation du bourgmestre, soit par le personnel du corbillard, soit par le personnel communal.

### **Article 57<sup>e</sup>**

Après l'enterrement, le transport des gerbes et couronnes du lieu des cérémonies vers la tombe est fait par le personnel communal.

La famille doit faire enlever ces gerbes et couronnes dans les trois semaines. Passé ce délai, le responsable des cimetières y pourvoit.

### **Article 58<sup>e</sup>**

Le bourgmestre peut également faire enlever au courant de l'année toutes les décorations florales fanées qui donnent aux cimetières un aspect négligé et indigne des lieux.

### **Article 59<sup>e</sup>**

Les plantes de chrysanthèmes et autres, déposées sur les tombes lors de la Toussaint ou du Jour des Morts, doivent être enlevées avant le 25 novembre.

Passé ce délai, le responsable des cimetières peut procéder à l'enlèvement des plantes fanées.

### **Article 60<sup>e</sup>**

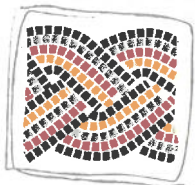
Les fleurs artificielles ne sont admises que pour les couronnes et gerbes.

## XII. Du dépôt des cendres au cimetière forestier de la commune de Bissen

### **Article 61<sup>e</sup>**

La gestion du cimetière forestier au lieu-dit « Geichbësch » est de la compétence de l'administration communale de Bissen.





### **Article 62<sup>e</sup>**

Toute personne décédée et ayant eu son dernier lieu de résidence dans la commune de Vichten peut être incinérée au cimetière forestier aménagé dans la forêt communale à Bissen.

GEMENG  
VIICHTEN

### **Article 63<sup>e</sup>**

Les concessions au cimetière forestier sont accordées en cas de décès. Aucune concession n'est donc accordée au préalable.

### **Article 64<sup>e</sup>**

Le dépôt des cendres se fait autour d'un arbre à désigner par et sous la responsabilité du préposé forestier de Bissen en commun accord avec le demandeur.

La dispersion des cendres peut également se faire sur une clairière forestière aménagée à ces fins.

### **Article 65<sup>e</sup>**

Les concessions sont accordées pour une durée de 15 ou de 30 années.

Les concessions temporaires sont renouvelables, à condition que le bénéficiaire fasse connaître son intention dans l'année qui précède l'expiration.

Le renouvellement des concessions temporaires est fait avec l'accord du Conseil Communal de Bissen et moyennant paiement d'une taxe en vigueur au moment du renouvellement.

Les emplacements pour lesquels la concession n'aura pas été renouvelée après expiration peuvent être réattribués. Priorité sera alors accordée aux autres bénéficiaires d'une concession auprès du même arbre.

### **Article 66<sup>e</sup>**

Peuvent être inhumés dans une concession :

- les concessionnaires et son conjoint
- les descendants et ascendants avec leurs conjoints respectifs, ainsi que de ses enfants adoptifs avec leurs conjoints

Avec l'accord du concessionnaire peuvent également y être déposées les cendres de personnes auxquelles l'attachent des liens de parenté, d'affection et de reconnaissance.

Les personnes souhaitant faire usage de cette faculté doivent réserver le nombre de concessions qu'elles estiment nécessaires au moment de la première inhumation.

Le nombre maximum d'emplacements pouvant ainsi être réservés à l'avance est de quatre, y compris l'emplacement destiné à la première inhumation.

### **Article 67<sup>e</sup>**

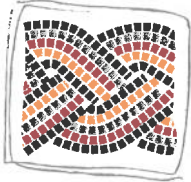
Lorsque, pour cause de transformation, d'agrandissement ou de transfert du cimetière forestier, le terrain concédé ne pourra pas conserver sa destination, le concessionnaire aura droit à un emplacement/arbre dans un autre endroit du cimetière forestier existant ou d'un nouveau cimetière forestier. Dans ce cas, l'administration communale prendra à sa charge les frais du déplacement des plaquettes.

### **Article 68<sup>e</sup>**

Il sera fixé une plaquette portant un numéro sur chaque arbre, sur une hauteur de 3 mètres.

À l'entrée du cimetière forestier un panneau sera installé avec un plan exact des différents arbres. Sur ce panneau figureront les noms des personnes dont les cendres





GEMENG  
VIICHTEN

ont été déposées autour de chaque arbre (Maximum de 16 emplacements par arbre).

L'administration communale fournit les plaquettes en question. Le Collège des Bourgmestre et Échevins en détermine le matériel et prescrit également les caractères pouvant être utilisés pour les inscriptions figurant sur lesdites plaquettes.

#### **Article 69<sup>e</sup>**

Lorsque l'administration communale reprend le droit de disposer d'un emplacement/d'un arbre concédé ou non, elle avertira les intéressés que la commune se chargera de l'enlèvement de la plaquette, respectivement de la radiation du nom de la plaquette.

#### **Article 70<sup>e</sup>**

Seul le titulaire d'une concession ou la personne y autorisée peut solliciter auprès de la commune l'inscription sur, respectivement la radiation du nom de la plaquette.

#### **Article 71<sup>e</sup>**

Seulement le personnel autorisé par la Commune de Bissen pourra effectuer la dispersion des cendres.

#### **Article 72<sup>e</sup>**

Seules les cendres de la dépouille mortelle d'une des personnes énumérées à l'article 62 sont admises au cimetière forestier. Est strictement interdit le dépôt de cendres d'animaux domestiques ou d'autres animaux, ainsi que le dépôt de plantes ou d'objets quelconques.

#### **Article 73<sup>e</sup>**

Le caractère naturel de la forêt devra être conservé. Il est interdit au concessionnaire respectivement à ses apparentés et autres personnes de marquer la sépulture de manière quelconque, comme par exemple le dépôt et la plantation de fleurs et d'arbustes, respectivement toute autre forme de décoration funéraire. En cas de contravention, le personnel autorisé à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Échevins pourra, aux frais du concessionnaire, enlever la décoration funéraire.

#### **Article 74<sup>e</sup>**

Lorsque, pour des raisons indépendantes de la volonté humaine (p. ex. tempêtes, prolifération de parasites ou autres phénomènes naturels), une partie ou la totalité du cimetière forestier est détruite, les concessionnaires n'ont pas droit à reconstitution.

Sur demande, le Collège des Bourgmestre et Échevins peut accorder l'attribution d'un nouvel emplacement, respectivement d'un nouvel arbre. Dans ce cas la plaquette est déplacée. Un déplacement des cendres ne sera toutefois pas possible.

#### **Article 75<sup>e</sup>**

Le préposé forestier territorialement compétent assurera la sécurisation du site.

#### **Article 76<sup>e</sup>**

Dans l'enceinte du cimetière forestier, l'utilisation d'un auto-corbillard ne peut se faire que sur les chemins forestiers.

#### **Article 77<sup>e</sup>**

En principe, l'exercice de la chasse est autorisé sur le territoire du cimetière forestier,





mais il est interdit d'y abattre du gibier. En cas de chasse, l'accès au cimetière forestier est interdit.

**GEMENG  
VIICHTEN**

L'exercice de la chasse sur le territoire du cimetière forestier se limite à 2 battues par année. L'organisation d'une battue sur le territoire du cimetière forestier doit avoir lieu en concertation avec le Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune de Bissen, étant donné que les funérailles ont priorité vis-à-vis de la chasse. L'aménagement d'installations cynégétiques telles que des affûts perchés et la distribution de nourriture au gibier sont interdits sur le territoire du cimetière forestier. Les ayants droit à la chasse tiennent compte du fait que des personnes circulent pendant toute l'année sur la surface du cimetière forestier.

### XIII. Des taxes

#### **Article 78<sup>e</sup>**

Les taxes auxquelles sont sujettes les concessions ainsi que les différentes prestations indiquées au présent règlement sont fixées au règlement-taxé.

### XIV. Des pénalités

#### **Article 79<sup>e</sup>**

Sans préjudice des peines plus fortes prévues par la loi, les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies d'une amende de 25 à 250 euros.

### XV. Dispositions finales

#### **Article 80<sup>e</sup>**

Le présent règlement communal abroge tous les règlements en la matière pris par la commune de Vichten.

Le présent règlement entrera en vigueur le lendemain de la publication dans la commune.

La présente n'est pas sujette aux procédés de tutelle de l'autorité supérieure.

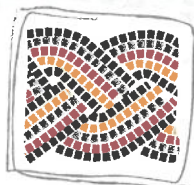
Ainsi décidé en séance, date qu'en tête  
Le Conseil Communal  
(suivent les signatures)

Pour extrait conforme  
Vichten, le 26 août 2025

Le bourgmestre

Le secrétaire





GEMENG  
VIICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annnonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégataire pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire  
Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégant  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **2.2**

**45/2025**

**OBJET : Titre de recettes - approbation**

**Le Conseil Communal,**

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu les titres de recettes que voici :

2/170/707120/99001	Impôt commercial	4.000,00 €
2/170/744560/99001	Fonds de dotation globale des communes	1.533.162,00 €
2/170/748210/99001	Restitution fonds de péréquation conjoncturelle	21.528,79 €
2/223/706060/99001	Ventes de repas sur roues	2.713,20 €
2/223/706060/99001	Ventes de repas sur roues	2.673,30 €
2/242/706170/99001	Service d'accueil de la MRE facturé aux parents d'enfants scolarisés	5.032,19 €
2/242/706170/99001	Service d'accueil de la MRE facturé aux parents d'enfants scolarisés	-565,50 €
2/242/706170/99001	Service d'accueil de la MRE facturé aux parents d'enfants scolarisés	1.896,89 €
2/242/744611/99001	Participation de l'Etat dans les frais de la MRE pour les enfants scolarisés	438.959,00 €
2/242/748392/99002	Subside de l'Adem pour salariés handicapés	3.932,07 €
2/411/708211/99001	Fermage / location de terres agricoles	2,48 €
2/425/702300/99001	Vente d'électricité	1.040,42 €
2/425/702300/99002	Ventes: Electricité	297,19 €
2/441/706040/99001	Ventes de titres de transport "Night Rider" et facturation excédents	120,00 €
2/492/707250/99001	Taxes de chancellerie: nuits blanches	15,00 €
2/492/708212/99001	Location de bâtiments à destination de restaurants, brasserie,...	992,64 €
2/492/708212/99001	Location de bâtiments à destination de restaurants, brasserie,...	992,64 €
2/510/705100/99001	Ventes de poubelles et sacs poubelles	170,00 €
2/510/706022/99002	Services d'enlèvement, destruction et recyclage des ordures	2.350,51 €
2/510/706022/99002	Services d'enlèvement, destruction et recyclage des ordures	1.900,00 €
2/590/744710/99002	Subventions d'exploitation pacte clima	31.995,00 €
2/627/748392/99001	Remboursements mutualité et Caisse de Sécurité Sociale des travailleurs à tâches manuelles	187,18 €
2/860/706080/99001	Recette provenant de fêtes publiques	1.269,00 €

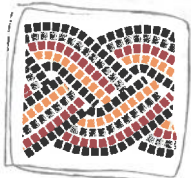
**Total**

**2.054664,00 €**

Considérant qu'en fait, ces titres doivent être soumis à l'approbation du Conseil Communal alors qu'ils ont pour objet le recouvrement de recettes qui n'ont pas été autorisées par cette autorité ;

Après délibération conforme,





GEMENG  
VIICHTEN

**Procédant par vote à haute voix sur appel nominal à l'unanimité  
approuve** les documents en question.

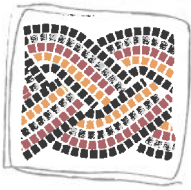
La présente n'est pas sujette aux procédés de tutelle de l'autorité supérieure.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête  
Le Conseil Communal  
(suivent les signatures)

Pour extrait conforme  
Vichten, le 26 août 2025  
Le bourgmestre                      Le secrétaire

The image shows two blue ink signatures, one on the left and one on the right, flanking a circular official stamp. The stamp contains the text 'Administration communale' at the top, 'VICTEN' at the bottom, and a small version of the 'X' logo in the center. There are two small asterisks on either side of the logo.





GEMENG  
VICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annnonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégué pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire  
Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégué  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **3.1**

**46/2025**

**OBJET : Approbation d'un projet de morcellement rue des Prés / rue du Lavoir à Vichten**

**Le Conseil Communal,**

Vu le plan d'aménagement général de la commune de Vichten actuellement en vigueur ;

Vu le projet de morcellement des parcelles numéros 425/5849 et 425/3965 datant du 28 novembre 2024 à l'échelle 1:250 élaboré par un géomètre officiel en vue de leur affectation à l'habitation et à la construction ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et plus particulièrement l'article 29 (1) paragraphes 4 et 5 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après discussion et délibération ;

**Procédant par vote à haute voix sur appel nominal à l'unanimité**

approuve le projet de morcellement des parcelles numéros 425/5849 et 425/3965 datant du 28 novembre 2024 à l'échelle 1:250 élaboré par un géomètre officiel en vue de leur affectation à l'habitation et à la construction.

La présente décision sera :

- publiée conformément à l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ainsi que dans le prochain périodique communal « Mosaik » ;
- transmise à l'autorité supérieure munie des certificats de publication afférents en vue d'une publication au Mémorial.

La présente n'est pas sujette aux procédés de tutelle de l'autorité supérieure.

Pour extrait conforme

Vichten, le 4 septembre 2025

Le bourgmestre

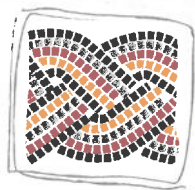
Le secrétaire

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête

Le Conseil Communal

(suivent les signatures)





GEMENG  
VIICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

- Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégataire pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire
- Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégant  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **3.2**

**47/2025**

**OBJET : Approbation d'un projet de morcellement route d'Useldange à Vichten**

**Le Conseil Communal,**

Vu le plan d'aménagement général de la commune de Vichten actuellement en vigueur ;

Vu le projet de morcellement de la parcelle numéro 130/3904 datant du 25 avril 2025 à l'échelle 1:500 élaboré par un géomètre officiel en vue de leur affectation à l'habitation et à la construction ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et plus particulièrement l'article 29 (1) paragraphes 4 et 5 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après discussion et délibération ;

**Procédant par vote à haute voix sur appel nominal à l'unanimité**

approuve le projet de morcellement de la parcelle numéro 130/3904 datant du 25 avril 2025 à l'échelle 1:500 élaboré par un géomètre officiel en vue de leur affectation à l'habitation et à la construction.

La présente décision sera :

- publiée conformément à l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ainsi que dans le prochain périodique communal « Mosaik » ;
- transmise à l'autorité supérieure munie des certificats de publication afférents en vue d'une publication au Mémorial.

La présente n'est pas sujette aux procédés de tutelle de l'autorité supérieure.

Pour extrait conforme Ainsi décidé en séance, date qu'en tête

Vichten, le 4 septembre 2025

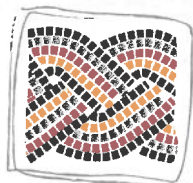
Le bourgmestre

Le secrétaire

Le Conseil Communal

(suivent les signatures)





GEMENG  
VIICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégataire pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire  
Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégant  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **3.3**

**48/2025**

**OBJET : Approbation d'un projet de morcellement à Michelbouch**

**Le Conseil Communal,**

Vu le plan d'aménagement général de la commune de Vichten actuellement en vigueur ;

Vu le projet de morcellement de la parcelle numéro 217/1014 datant du 7 août 2024 à l'échelle 1:250 élaboré par un géomètre officiel en vue de leur affectation pour des activités artisanales ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et plus particulièrement l'article 29 (1) paragraphes 4 et 5 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après discussion et délibération ;

**Procédant par vote à haute voix sur appel nominal à l'unanimité**

approuve le projet de morcellement de la parcelle numéro 217/1014 datant du 7 août 2024 à l'échelle 1:250 élaboré par un géomètre officiel en vue de leur affectation pour des activités artisanales.

La présente décision sera :

- publiée conformément à l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ainsi que dans le prochain périodique communal « Mosaik » ;
- transmise à l'autorité supérieure munie des certificats de publication afférents en vue d'une publication au Mémorial.

La présente n'est pas sujette aux procédés de tutelle de l'autorité supérieure.

Pour extrait conforme

Vichten, le 4 septembre 2025

Le bourgmestre

Le secrétaire

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête

Le Conseil Communal

(suivent les signatures)





GEMENG  
VIICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

- Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégataire pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire
- Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégant  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **4.1**

**49/2025**

**OBJET : Admission d'élèves non-résidents**

**Le Conseil Communal,**

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et ses règlements d'exécution ;

Vu le règlement grand-ducal du 28 avril 2011 portant modification du règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence, ainsi que du mode de calcul de frais de scolarité ;

Vu la demande de Madame REICHEL Carole domiciliée à Vichten en vue de l'admission de son fils REUCHER Lenny pour le cycle 4.1 dans l'école fondamentale de la commune de Vichten pendant l'année scolaire 2025/2026 ;

Considérant que les parents peuvent faire scolariser leur(s) enfant(s) dans l'école d'une autre commune que celle de leur résidence ;

Après délibération conforme ;

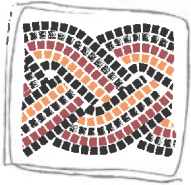
**Procédant par vote à haute voix sur appel nominal à l'unanimité décide**

- **de permettre à l'enfant REUCHER Lenny de fréquenter le cycle 4.1 pendant l'année scolaire 2025/2026 dans l'école fondamentale de Vichten ;**
- **que les frais de scolarité, 200€ par trimestre et enfant, sont à charge de la commune d'origine des enfants ;**
- **que le transport des enfants à l'école est à organiser par les parents et est entièrement à leur charge ;**
- **que la décision d'admission est valable uniquement pour l'année scolaire en cours et, le cas échéant, une nouvelle demande devra être introduite auprès de l'administration communale au plus tard pour le 1<sup>er</sup> mai 2026.**

Un extrait de la présente est transmis pour information :

- au secrétariat communal pour facturation ;
- au président d'école ;
- à la famille demanderesse.





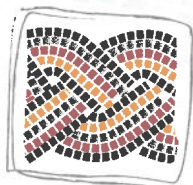
GEMENG  
VIICHTEN

La présente n'est pas sujette à approbation de l'autorité supérieure.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête  
Le Conseil Communal  
(suivent les signatures)

Pour extrait conforme  
Vichten, le 4 septembre 2025  
Le bourgmestre                      Le secrétaire





GEMENG  
VIICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VIICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annnonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

- Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégataire pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire
- Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégant  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **5.1**

**50/2025**

**OBJET : Adhésion de la commune d'Ettelbruck au Syndicat Intercommunal  
du Centre pour la Conservation de la Nature - Décision**

**Le Conseil Communal,**

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 5 novembre 1999 autorisant la création du Syndicat intercommunal du Centre pour la Conservation de la Nature, en abrégé « SICONA-Centre » dans les communes de Beckerich, Bissen, Feulen, Grosbous, Mertzig, Redange-sur-Attert et Vichten ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 6 juillet 2001 autorisant l'admission de la commune de Mersch au SICONA-Centre ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 10 octobre 2008 autorisant l'adhésion des communes de Saeul et de Schieren au SICONA-Centre ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 3 août 2010 autorisant l'adhésion des communes de Préizerdaul et d'Useldange au SICONA-Centre ;

Vu les statuts du 7 juin 2015 du SICONA-Centre ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 11 octobre 2019 autorisation l'adhésion des communes de Colmar-Berg, d'Erpeldange-sur-Sûre, de Helperknapp et de Steinfort au SICONA-Centre ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 29 janvier 2021 portant adhésion des communes de Habscht et de Lintgen au SICONA-Centre ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 7 septembre 2021 portant adhésion de la commune de Walferdange au SICONA-Centre ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 1er avril 2023 portant adhésion des communes de Lorentzweiler et Steinsel au SICONA-Centre ;

Vu la délibération du conseil communal de la commune d'Eil en date du 22 novembre 2023 au terme de laquelle ledit corps sollicite l'admission de la commune qu'il représente au SICONA-Centre ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 2024 portant autorisation des nouveaux statuts du SICONA-Centre ;





Vu la délibération du Conseil Communal de la commune d'Ettelbruck du 31 mars 2025 au terme de laquelle ledit corps sollicite l'admission de la commune qu'il représente au SICONA-Centre

**GEMENG** Considérant que l'adhésion de la commune susmentionnée contribue à une  
**VIICHTEN** amélioration de la cohérence écologique au niveau régional ;

Considérant en plus que le SICONA-Centre dispose des ressources humaines et techniques pour faire face aux travaux supplémentaires ;

Entendu les explications de M. GOMES MENDES, délégué ;

Après délibération conforme,

**Procédant par vote à haute voix sur appel nominal à l'unanimité**

**approuve** l'adhésion de la commune d'Ettelbruck au syndicat « SICONA-Centre ».

Un extrait de la présente est transmis au SICONA-Centre qui se chargera de le transmettre à l'autorité supérieure compétente pour approbation.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête

Le Conseil Communal

(suivent les signatures)

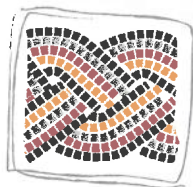
Pour extrait conforme

Vichten, le 4 septembre 2025

Le bourgmestre

Le secrétaire





GEMENG  
VICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annnonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégué pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire  
Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégué  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **5.2**

**51/2025**

**OBJET : Augmentation du fonds de roulement OSCARE - Approbation**

**Le Conseil Communal,**

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 8 novembre 2010 portant exécution des dispositions de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;

Vu la circulaire n°2884-111 du 16 novembre 2010 ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'office social du canton de Redange et prise en date du 1<sup>er</sup> juillet 2024 portant rectification d'une décision du 10 novembre 2014 ;

Précisant que par cette décision, le conseil d'administration de l'office social du canton de Redange a décidé d'augmenter le fonds de roulement de EUR 5,00 à EUR 10,00 par habitant et ceci à partir de 2024 ;

Sachant que les communes membres sont appelées à confirmer et financer cette augmentation du fonds de roulement ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Après avoir délibéré conformément à la loi ;

**Procédant par vote à haute voix sur appel nominal à l'unanimité décide**

d'approuver l'augmentation du fonds de roulement de EUR 5,00 à EUR 10,00 par habitant et ceci à partir de 2024.

Un extrait de la présente est transmis à l'office social du canton de Redange pour exécution.

Pour extrait conforme  
Vichten, le 4 septembre 2025

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête

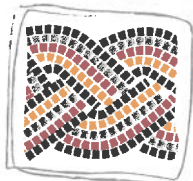
Le Conseil Communal

Le bourgmestre

Le secrétaire

(suivent les signatures)





GEMENG  
VIICHTEN

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE VICHTEN**  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

**Séance publique du 20 août 2025**

Annonce publique et convocation des conseillers : 14 août 2025

Présents : MM. Recken bourgmestre (conseiller délégué pour M. Polidori) ;  
Maréchal, Pauly Mme, échevins ;  
MM. Gomes Mendes, Jaeger Mme, Loomans, Pravisani Mme, conseillers ;  
M. Engel, secrétaire  
Absents : a : excusé Mme Dabé, conseiller, M. Polidori, conseiller délégué  
b : sans motif -----

Point de l'ordre du jour : **6.1**

**52/2025**

**OBJET : Prise de connaissance des statuts de l'association sans but lucratif  
« ESTRO ARMONICO asbl »**

**Le Conseil Communal,**

Attendu que l'association sans but lucratif « ESTRO ARMONICO asbl » a déposé ses statuts au secrétariat communal ;

Vu la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

**Prend connaissance**

du dépôt des statuts de l'association sans but lucratif « ESTRO ARMONICO asbl ».

La présente n'est pas sujette aux procédés de tutelle de l'autorité supérieure.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête

Le Conseil Communal  
(suivent les signatures)

Pour extrait conforme  
Vichten, le 4 septembre 2025  
Le bourgmestre                      Le secrétaire

